

Europe Écologie-les Verts en ordre de marche pour les législatives

AMBITION Récemment constitué, le groupe Europe Écologie Les Verts de l'Orléanais mise sur de solides implantations locales pour voir élire au moins un député vert lors des prochaines législatives. Avec un seul mot d'ordre : l'unité. En interne comme avec le PS au niveau local. Et aussi derrière Eva Joly, probable vainqueur du second tour des primaires du parti.

Certains soutenaient Eva Joly pour le premier tour des primaires d'Europe-Écologie-Les Verts (elle a obtenu 49,75% des suffrages), comme le secrétaire de la section orléanaise Jean-Sébastien Herpin. D'autres lui préféraient Nicolas Hulot (40,22%), comme le conseiller municipal et régional Jean-Philippe Grand, ou encore l'adjoint au maire de Saint-Jean-de-Braye Dominique Ronceray. Quelques-uns affichaient même un intérêt pour Henri Stoll, conseiller général et maire de Kayserberg, en Alsace, à commencer par le conseiller général Thierry Soler (pour autant fermement opposé au cumul des mandats...) Dans un camp comme dans l'autre, ils sont plusieurs à ne pas cacher leur intérêt par une éventuelle candidature aux législatives, une fois dépassée la barrière des précautions oratoires, qu'il s'agisse de Dominique Ronceray («je fais partie des gens susceptibles d'être intéressés»), Jean-Sébastien Herpin («dans l'absolu, ça m'intéresse, mais je préfère laisser la place à des personnes plus légitimes que moi»);



Union de façade, ou véritable esprit de corps ? Réponse lors des prochaines échéances électorales

ou encore de Thierry Soler, qui glisse que «rien n'est exclu».

Pourtant, le groupe Europe Écologie Les Verts de l'Orléanais, nouvellement constitué, affiche une unité sans faille. «Nous avons dû être élevés au lait de Bisounours», plaisante Jean-Sébastien Herpin. Des Bisounours qui ont bien failli voir rouge lors de l'annonce des candidatures socialistes pour les sénatoriales. L'accord passé lors des cantonales prévoyait que les Verts soient consultés au préalable. «Le résultat aurait sans doute été le même, mais c'est une question de principe», argumente le secrétaire de la section locale. «Le PS a reconnu qu'un «bug» était survenu. Jean-Pierre Sueur lui-même s'est excusé».

L'Entente Cordiale entre le «grand frère» de la gauche et son cadet aux ambitions décuplées sera-t-elle préservée pour les législatives ? «Nous trouvons toujours un point de compromis», affirme Jean-Sébastien Herpin. Avec, côté Europe Écologie, une ambition clairement affichée : celle de voir élire un député vert dans le département. Trois circonscriptions intéressent les Verts : la sixième, la première et la troisième, avec une préférence marquée pour la première d'entre elles. Selon Jean-Sébastien Herpin, la première circonscription est mathématiquement la plus susceptible d'être gagnée par les Verts. Quant à la sixième, «c'est la circonscription sur laquelle nous som-

mes le mieux implantés», explique Jean-Philippe Grand, évoquant la nouvelle conseillère générale du canton Bourgogne Estelle Touzin, et le conseiller général du canton de Chécy Thierry Soler, ainsi que le mandat d'adjoint de Dominique Ronceray au sein de l'une des plus grosses communes de la circonscription, Saint-Jean-le-Blanc. Autre avantage de cette nouvelle entité politique : «nous ne prenons pas la place d'un socialiste sortant», poursuit

Jean-Philippe Grand. Selon le conseiller régional, «c'est LA circonscription gagnable pour la gauche». Dans ces conditions, les socialistes seront-ils prêts à laisser la place aux Verts ? «Ça m'étonnerait», glisse un élu PS local. Sauf que les élus d'Europe Écologie Les Verts ne l'entendent pas de cette oreille. En cas d'échec des négociations, «ça pourrait remettre en question nos accord futurs, notamment pour les municipales de 2014», prévient Jean-Philippe Grand.

Quant à d'éventuelles guerres fratricides, elles n'effraient guère les Verts, qui affichent en chœur la culture de la démocratie interne et d'un engagement politique dénué de toute ambition personnelle. «Il y aura peut-être des tiraillements à un moment donné», reconnaît toutefois Dominique Ronceray. «C'est sûr que si je suis candidat et que je ne suis pas choisi, je serai déçu. Mais ça n'ira pas plus loin.»

MICHÈLE COLOMBEL

Santé : 50 maisons médicales pour la Région

Le conseil régional a adopté sa stratégie régionale de santé pour les trois années à venir lors de la session des 23 et 24 juin derniers. Parmi les projets, la construction de 25 maisons de santé pluridisciplinaires, qui viennent s'ajouter aux 25 projets déjà en cours de construction, financées à hauteur de 4,4 millions d'euros par la Région. Des bourses vont être accordées aux étudiants en formations sanitaires et sociales, ainsi que des aides à la mobilité pour les étudiants-stagiaires de quatrième année de médecine : elles s'élèveront à 50€/semaine pour les stages réalisés en Indre-et-Loire (hors agglomération tourangelles) et à 150€ pour les autres départements. Au chapitre des investissements, 11 millions d'euros vont être débloqués pour l'extension

de la faculté de Tours, 6 millions d'euros pour les Instituts de formation sanitaire et sociale de la région, et 225 000€ pour une résidence pour les internes du CHR d'Orléans. «Nous n'acceptons pas de dire que certains territoires sont en coma dépassé!», s'exclame Philippe Fournié, vice-président (PS) en charge de la santé, rappelant que la Région est la dernière de France en matière de densité des médecins généralistes. Pour Franck Thomas-Richard, conseiller régional d'opposition (UPRC), «les maisons de santé c'est bien, mais avec des praticiens, c'est mieux! Il y a urgence!»

Il propose que les candidats malheureux de première année de médecine soient formés pour seconder les médecins, notamment dans leurs tâches administratives.